

de le reconnaître, monsieur le Président, je pense que l'expansion économique de la région a été sacrifiée au capital politique. J'espère que notre gouvernement ne tombera jamais aussi bas.

Cet automne, une entente historique a été signée, qui permettra de créer des emplois. En effet, l'électricité à meilleur marché signifie que nos entreprises deviendront concurrentielles. Un crédit de quelque 50 millions de dollars a été consenti aux fins de l'entente fédérale-provinciale. Cette somme permettra d'accorder une subvention pouvant atteindre 40 p. 100 aux fabricants et au conditionneurs qui seront en mesure d'accroître leur compétitivité industrielle. Dans l'ensemble, les consommateurs d'électricité verront leur note réduite d'environ 20 p. 100.

Les députés d'en face ont parlé toute la journée durant de création d'emploi. Ils ont laissé entendre qu'on négligeait de créer des emplois dans la région de l'Atlantique, et que le gouvernement était revenu sur son engagement à cet égard. Encore une fois, monsieur le Président, rien ne saurait être moins vrai. En fait, le gouvernement a abandonné les vieilles solutions provisoires de création d'emplois. Les fonds destinés à cette fin ont été restructurés de sorte qu'il n'existera plus comme tels de projets de création d'emplois artificiels et inintéressants, mais que nous pourrons tout de même aider les gens désireux de bénéficier d'une certaine formation dans le but d'obtenir un emploi permanent dans le secteur privé et de participer à la croissance et à l'expansion de l'économie nationale. Nous avons consacré une somme équivalente à la formation et au recyclage des chômeurs dans la région de l'Atlantique.

L'été dernier, nous avons instauré le programme Défi 1985 qui est très différent des anciens programmes de création d'emplois d'été. Pour la première fois, le gouvernement offrait aux entreprises privées une somme d'argent considérable pour employer des gens. Une partie de cet argent a servi à la création d'emplois plus stables. Grâce à ce programme, des étudiants ont acquis dans le secteur privé une formation qui sera un atout pour eux. C'est très différent des anciens programmes de création d'emplois, simples projets gouvernementaux qui ne menaient nulle part et qui n'avaient aucune répercussions durables.

Je me dois de signaler la nouvelle Stratégie d'emploi canadienne. Les gouvernements fédéral et provinciaux ont signé une entente portant sur le développement économique et la création d'emplois dans la région de l'Atlantique. Il n'en avait jamais été question sous le gouvernement libéral. Un millier de projets ont déjà été approuvés dans les Maritimes. Contrairement aux déclarations de l'opposition, il est clair que nous n'avons pas renoncé à la création d'emplois dans la région de l'Atlantique. Il suffit de consulter les chiffres de Statistique Canada pour en avoir la preuve. En juillet, la population active de l'Île-du-Prince-Édouard a été plus forte que jamais auparavant. Il y avait environ 64,000 personnes dans la population active. On ne peut donc certainement pas parler d'émigration, comme l'opposition l'a insinué tout à l'heure, ni d'abandon de la province. C'est la preuve que notre situation économique est plus saine que jamais.

● (1730)

Même si le chômage était élevé en novembre, ce que nous ne voulons pas tolérer, il faut consulter toutes les statistiques. Il y

Les subsides

avait 57,000 personnes au sein de la population active, soit 3,000 de plus qu'en 1984. Le nombre d'emplois a également augmenté de 1,000 par rapport à novembre 1984. Notre taux de participation avait augmenté de 1.7 p. 100. Ces chiffres, qui n'ont pas bougé depuis 12 mois, montrent que plus de gens travaillent. La population active va en s'élargissant, les citoyens sont plus nombreux à participer à l'activité économique et cette dernière prend davantage d'essor. Notre gouvernement compte d'importantes réalisations à son actif, surtout pour une première année, alors que les libéraux avaient négligé la région de l'Atlantique pendant si longtemps.

Je ne prétends pas qu'il n'y ait pas de problèmes dans ma province ou dans la région de l'Atlantique. Je n'adopterai pas la politique de l'autruche en disant que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Nous avons l'intention de nous attaquer à ces difficultés, tout comme nous l'avons fait pour celles dont j'ai déjà parlé.

Il ne fait aucun doute que l'agriculture nous pose des problèmes. Aujourd'hui, 24 tabaculteurs de ma circonscription de Cardigan sont venus sur la colline parlementaire et à la Chambre. Ils sont venus ici parce qu'ils s'inquiètent du sort de l'industrie du tabac, surtout à l'Île-du-Prince-Édouard. Ils envisagent l'établissement d'un office national de commercialisation.

Je crois devoir souligner que le gouvernement s'est empressé de modifier la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme afin d'inclure le tabac dans les denrées du ressort de l'office national de commercialisation qui pourrait être éventuellement mis sur pied. Cette initiative a été bloquée par une injonction. Je crois néanmoins que la justice triomphera et que les tabaculteurs pourront prendre la décision qui servira le mieux les intérêts de leur industrie au cours des mois à venir. J'ai l'intention de collaborer avec eux.

L'autre jour, j'ai invoqué l'article 22 du Règlement pour parler à la Chambre du désastre financier qui guettait nos producteurs de tabac. J'ai laissé entendre au gouvernement que les tabaculteurs devraient être dédommages pour la perte de leur capacité de production. Je continuerai à exercer des pressions sur le gouvernement à propos de cette question importante.

Nos producteurs de pommes de terre éprouvent également de graves difficultés étant donné que, depuis trois ans, les prix sont nettement inférieurs au coût de production. En fait, une livre de pommes de terre leur revient à 6c. environ alors qu'ils n'en obtiennent que 2c. à 2.5c. Les producteurs même les plus solides se retrouvent rapidement au bord du gouffre. En fait, certains d'entre eux ont déjà fait faillite.

Les autorités fédérales et provinciales doivent travailler avec les producteurs pour faire en sorte que l'industrie de la pomme de terre de ma province ne s'effondre pas. Cette industrie est l'épine dorsale de l'industrie agricole de l'Île-du-Prince-Édouard. Lorsqu'on pense à l'Île-du-Prince-Édouard, on pense à la pomme de terre et au homard. Dieu merci, la pêche au homard marche bien cette année, contrairement au secteur de la pomme de terre, qui bat de l'aile depuis trois ans. La situation est grave et j'ai l'intention de soutenir les cultivateurs de pommes de terre pour faire en sorte qu'ils obtiennent l'aide nécessaire.